

Pourquoi le Pacte d'excellence s'embourbe

■ Les retours du terrain sont négatifs. Le Pacte d'excellence ne convainc pas, et les raisons en sont nombreuses.

Le Pacte n'est pas mort, qu'on se le dise. Ses rédacteurs disent même ne pas être surpris par les refus de l'avis numéro 3 qui remontent du terrain ces derniers jours (ce mercredi, après le syndicat socialiste de la fonction publique et même l'enseignement catholique, c'était au tour du syndicat libéral d'émettre d'importantes réserves).

Il n'en demeure pas moins que le Pacte pour un enseignement d'excellence a du plomb dans l'aile. Alors que le groupe central qui le chapeaute a présenté ses grandes lignes de réformes en décembre dernier, il reçoit

d'ici la semaine prochaine les (mauvais) retours du terrain, avant de laisser la main au politique qui devra engager la mise en place pratique des réformes.

En attendant, expliquer l'échec actuel du Pacte? Qu'est-ce qui n'a pas marché? Pourquoi le terrain, conscient pourtant de la mauvaise santé de l'enseignement francophone, n'adhère-t-il pas à cette réforme qui a pris le temps d'une large réflexion?

Outre le fond des décisions sur lequel les débats devront encore être nombreux, force est donc de constater que les rédacteurs du Pacte n'ont pu faire passer ne fût-ce que leurs bonnes intentions.

Or, tout le monde est conscient que sans l'enthousiasme du terrain, aucune réforme d'envergure ne passera le cap de la réussite dans l'impitoyable monde de l'enseignement.

Bosco d'Otreppe

1. Le système

Le nombre d'acteurs rend le travail difficile

C'est une caractéristique inhérente à tout système d'enseignement : il est composé d'une multitude d'acteurs. Avec les syndicats, les pouvoirs organisateurs et les représentants des parents, il se retrouve tiraillé entre de nombreuses forces contraires qui offrent peu de perspectives pour mener à bien des réformes d'envergure. Cette multitude d'acteurs est d'autant plus importante en Belgique, qu'on y connaît une pluralité de réseaux. Mais la France, avec un système plus simple, et la Flandre, avec des acteurs réputés plus pragmatiques, ont donné la preuve ces dernières années que l'enseignement francophone belge ne détenait pas l'apanage de la paralysie. *"Les réformes pédagogiques sont partout très difficiles à mettre en œuvre, confirme Vincent Dupriez, professeur de Sciences de l'Éducation à l'UCL. Elles ne réussissent que si elles emportent l'adhésion d'une majorité des enseignants, et si des dispositifs aident les enseignants à mettre en œuvre ce qu'on leur propose."*

Le Pacte d'excellence a essayé de déjouer ce piège de la pluralité. Il y est arrivé dans un premier temps. Mais alors qu'il doit désormais concrétiser ses ambitions, on redécouvre des voix divergentes. La mise en place du tronc commun, à titre d'exemple, est au cœur de visions contradictoires. Cela annonce bien des difficultés.

2. Les relais

Le terrain n'a pas compris les équilibres

Pour ne pas réfléchir "en chambre", le Pacte a travaillé selon la logique de l'entonnoir. Dans un premier temps, il a très largement consulté, au-delà même des acteurs institutionnels. C'est dans un second temps, fort de ses premières réflexions, qu'il a resserré les troupes. Au sein du groupe central qui a chapeauté la réforme, se sont retrouvés les pouvoirs organisateurs, les associations de parents et les syndicats. Si ce n'est le manque de prise en considération de premiers retours négatifs issus du terrain après le deuxième avis, le boulot s'y est relativement bien passé. En définitive, le troisième avis du groupe central remis fin décembre pouvait se targuer d'être un compromis cohérent et équilibré.

"Au sein du groupe central, la plupart des acteurs ont fait preuve de bonne volonté, acceptant parfois des concessions en échange d'autres pas en avant, explique Marc Demeuse, professeur en sciences de l'éducation à l'Université de Mons. Mais cela, la base ne l'a pas toujours compris en lisant des propositions auxquelles elle n'adhère pas du tout." Pour les acteurs, l'équilibre final fut ainsi très difficile à justifier sur le terrain. Et cela particulièrement dans les syndicats. *"Les profs ont été heurtés par un document que l'on présentait comme représentatif de leurs avis, mais dans lequel ils ne sont pas reconnus",* regrette un acteur du groupe central.

3. Les inconnues

La réforme présentée est trop floue

En décembre dernier, le groupe central demande un délai supplémentaire pour clôturer son troisième avis. Ce dont rêve à l'époque ce groupe central, c'est d'adopter à son avis un calendrier spécifiant l'échelonnement des mesures envisagées. Mais le gouvernement, pressé d'avancer, refuse. Le groupe central soumet donc au terrain les grandes lignes d'une réforme dont les modalités pratiques et le calendrier de mise en œuvre restent inconnus. *"Cela, en plus de l'absence d'objectifs chiffrés clairement annoncés, a fini par refroidir le terrain, juge Marc Demeuse. Car quand tout n'est pas réglé, tout fait craindre le pire. Et c'est bien ce qui est arrivé."*

"Cette absence de ligne du temps a coûté énormément de points au Pacte, admettent deux membres du groupe central. Les profs ont eu l'impression qu'on leur soumettait une énième réforme irréalisable, qui affaiblirait une fois de plus leur profession. Sans réponses concrètes, les inquiétudes quant aux possibles pertes d'emploi, ou quant à l'évolution des conditions de travail, se sont multipliées et amplifiées."

"Il est logique que le terrain n'ait pas pu accepter une réforme d'ampleur sans en connaître exactement les tenants et aboutissants", analyse de son côté le député d'opposition Laurent Henquet (MR).

4. Le contexte

L'expression d'un profond ras-le-bol

Il faut bien écouter Joseph Thonon, le président de la CGSP-Enseignement. Il sait ce qu'il dit", conseille un acteur de premier plan. Et que dit-il Joseph Thonon ? Qu'en refusant le Pacte, les enseignants expriment avant tout une exaspération générale. Joan Lismont, président du syndicat Setca-Sel, tient exactement le même discours. A son tour il évoque un ras-le-bol dû aux conditions de travail, dû au dédain ressenti envers la profession, et dû à une accumulation de réformes inefficaces. "Le Pacte, dans son processus d'élaboration, n'a pas suffisamment été à l'écoute de ce ras-le-bol. Sans oublier que cette réforme ne dit pas concrètement en quoi elle aidera les profs. Du coup, ils ont de nouveau le sentiment d'être de la piétaille que l'on envoie au front exécuter des ordres venus d'en haut, sans qu'on leur ait fourni les armes indispensables au combat."

Les profs ont l'impression d'être consultés à la va-vite, et d'être considérés comme de simples exécutants, regrette l'Ecolo Barbara Trachte. "Le résultat, c'est que le marché public signé avec une agence de communication pour expliquer le Pacte prend des allures de sirop pour mieux faire passer la pilule d'une réforme dans laquelle personne ne se retrouve."

5. Le timing

Le Pacte a voulu avancer trop vite

Dans l'enseignement, tout le monde travaille avec la tête trop près du pare-brise. Du coup, quand on veut imposer un brusque coup d'arrêt ou d'accélérateur au système, les réactions sont redoutables", observe un acteur.

"Ce qui s'exprime ici, c'est que le temps de l'école n'est décidément pas le temps de la politique, constate Joan Lismont. On aurait dû avoir des mois et non quelques semaines pour aller expliquer cet avis dans les écoles. Y aller progressivement et en douceur était la seule solution. Mais le gouvernement se doit en même temps de concrétiser un bilan. L'équation est donc difficile." "Vous savez, termine-t-il, les profs se sentent légitimement détenteurs d'une mission, et ils sont attachés à leur matière et à la manière dont ils la transmettent. Du coup, les réticences au changement sont nombreuses."

Dans ce contexte, ce qui manque au Pacte, c'est une stratégie pour accompagner sur le long terme le bouleversement de la culture de l'école qu'il impose, notamment vers une conception plus collective du travail de l'enseignant. Cet avis qu'émettent plusieurs acteurs était aussi celui d'Etienne Michel, le patron de l'enseignement catholique, qui s'exprimait dans "la Libre" le 14 janvier.